

Pour diffusion immédiate

Also available in English

LE SÉNAT FACE À UNE QUESTION DE VIE OU DE MORT

La réflexion d'un comité, sur un projet de loi sur l'accès aux médicaments, pourrait affecter le nombre de pertes de vie dans les pays en développement

TORONTO, 7 octobre 2009 — Demain, le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce amorcera ses audiences publiques sur le Projet de loi S-232, qui propose des éléments pour rendre efficace le système grâce auquel des médicaments salvateurs et à moindre prix, contre le VIH/sida, sont acheminés à des personnes qui en ont désespérément besoin dans des pays en développement. Les délibérations du Sénat et l'adoption du projet de loi pourraient littéralement déterminer si des milliers de personnes mourront par manque d'accès à des médicaments abordables.

Le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM) existe depuis plus de cinq ans et a été adopté par le Parlement (en 2004) avec l'appui de tous les partis politiques. Le RCAM a cependant de sérieuses lacunes, et n'a été utilisé qu'une fois, pour acheminer un seul médicament contre le sida, à un seul pays en développement. Le fournisseur, le plus grand fabricant canadien de médicaments génériques, a indiqué qu'il ne tentera pas de recourir à nouveau au RCAM, miné de lourdeurs, vu les années d'efforts qu'a nécessitées l'obtention d'une simple licence.

« Nous devons réformer le RCAM et le rendre plus convivial, ce qui permettrait de sauver des milliers de vies sans qu'il en coûte un sou aux contribuables canadiens », signale Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique canadien VIH/sida. « Il est honteux que cette initiative, louée par le gouvernement comme une des contributions du Canada à la riposte à la pandémie mondiale du sida et à d'autres besoins de santé publique, ait livré si peu. »

La pression monte pour que le gouvernement adopte le projet de loi. En mai dernier, plus de 40 groupes du Canada et d'autres pays ont souligné les cinq ans d'existence du RCAM par une déclaration conjointe demandant aux parlementaires de l'amender pour qu'il fonctionne.

De plus, la *Campagne de grands-mères à grands-mères* s'est mobilisée d'un océan à l'autre pour appuyer les grands-mères d'Afrique, qui portent la plus lourde part de l'épidémie du sida, notamment en s'occupant d'enfants séropositifs au VIH ou dont les parents sont décédés du sida. Plus tôt cette année, ce groupe a recueilli plus de 32 000

signatures dans une pétition qui incluait un appel à réformer le RCAM. Les grands-mères ont remis la pétition à des députés et sénateurs pour qu'ils la déposent en chambre.

« Chaque jour compte, pour les personnes qui meurent parce qu'elles n'ont pas les médicaments à prix abordable qu'il leur faut pour vivre », rappelle Gillian Sandeman, porte-parole de la Campagne de grands-mères à grands-mères. « La moitié des enfants séropositifs au VIH en Afrique subsaharienne n'atteignent pas l'âge de deux ans parce qu'ils n'ont pas accès à des médicaments abordables et adaptés à un usage pédiatrique. Nous demandons aux parlementaires de répondre à cette tragédie de santé publique et de droits humains, en simplifiant son RCAM pour qu'il fonctionne. »

Deux initiatives législatives, le Projet de loi S-232 au Sénat, de même que le Projet de loi C-393 devant la Chambre des communes, simplifieraient le RCAM en instaurant une « solution à licence unique ». Cette approche éviterait l'obligation de négociations distinctes avec les sociétés pharmaceutiques détentrices de brevets pour chaque cas de pays acquéreur et chaque commande d'un médicament – offrant ainsi un processus plus adéquat à fournir des médicaments abordables aux gens qui vivent avec le VIH/sida dans des pays en développement.

Pour plus d'information : www.aidslaw.ca/rcam

À propos du Réseau juridique canadien VIH/sida

Le Réseau juridique canadien VIH/sida (www.aidslaw.ca) œuvre à la promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde, par ses travaux de recherche, d'analyse juridique et des politiques, d'éducation et de mobilisation communautaire. Il est l'organisme chef de file au Canada sur les enjeux juridiques et de droits de la personne liés au VIH/sida.

- 30 -

Contact :

Richard Elliott
Directeur général
Réseau juridique canadien VIH/sida
+1 416 898-3313
relliott@aidslaw.ca

Gillian Sandeman (*en anglais seulement*)
Campagne de grands-mères à grands-mères
+1 705 749-9560
isandem@pipcom.com